

CORRIGE

Questions communes à toutes les options

Programme du concours

A partir d'un ou plusieurs documents, les questions communes portent sur des connaissances générales permettant d'évaluer l'ouverture au monde, l'intérêt porté aux politiques publiques, valeurs du service public et permettant de tester la capacité de raisonnement.

Un même texte peut servir de support à plusieurs questions.

A partir des documents joints et de vos connaissances personnelles, vous répondrez aux questions suivantes :

Question 1

Expliquez la notion d'état d'urgence sanitaire, ses fondements et ses implications concrètes notamment en ce qui concerne les libertés individuelles.

On attend une exploitation des documents 1,2 et 5 ainsi que des connaissances juridiques personnelles.

L'état d'urgence sanitaire est déclaré en cas de catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population (Art. L.3131-12 loi du 23/03/2020). Il est déclaré par décret en conseil des ministres sur rapport du ministre de la santé.

Les fondements de l'état d'urgence sanitaire se trouvent dans la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 face à l'épidémie de covid-19.

La garantie de la santé publique implique des mesures restrictives des libertés individuelles garanties par la déclaration des droits de l'homme et du citoyen ainsi que la constitution de 1958.

- Liberté d'aller et venir : interdiction de sortir (2), restrictions de circulation (1), mise à l'isolement (4), quarantaine (3)
- Liberté de réunion : limitation ou interdiction des rassemblements sur la voie publique et des réunions (6)
- Liberté d'entreprendre : fermeture des établissements recevant du public (5), toute autre mesure limitant la liberté d'entreprendre (10)
- Fonctionnement des marchés des biens et services : réquisitions (7)

Des sanctions pénales sont prévues en cas de non-respect des mesures mises en place par la loi du 23/03/2020 telles que des amendes et/ou des peines d'emprisonnement.

Question 2

Existe-t-il un contrôle des dispositions de l'Etat d'urgence sanitaire ? Si oui, qui effectue ce contrôle ?

On attend une exploitation des documents 1 et 4 ainsi que des connaissances juridiques personnelles sur le fonctionnement de la loi et de son contrôle.

Toute loi est soumise au contrôle du Parlement et/ou d'autres organes (conseil constitutionnel, conseil d'Etat).

La loi du 23/03/2020 prévoit dans son article L.3131-13 une information de l'assemblée nationale et du Sénat ainsi que la possibilité pour le parlement de demander des informations complémentaires « dans le cadre du contrôle et de l'évaluation de ces mesures ».

Ainsi, le Sénat a mis en place une mission de suivi afin de contrôler certaines mesures, notamment prises au niveau local par les préfets car plus restrictives pour la liberté d'aller et venir.

De même, le sénat entend contrôler l'application des sanctions pénales.

Question 3

Quelles sont les conséquences de l'état d'urgence au niveau territorial en termes de maintien du service public ainsi que dans le domaine de la gestion des ressources humaines pour les agents territoriaux ?

On attend une exploitation des documents 1 et 3 ainsi que des connaissances sur les principes du service public (continuité).

La loi du 23/03/2020 prévoit dans son art L.3131-17 que les représentants territoriaux de l'Etat compétents (préfets) peuvent prendre toutes les mesures générales ou individuelles d'application.

Le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales a publié une note portant sur la continuité des services publics locaux dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Cette note porte sur différentes thématiques :

Gestion des ressources humaines :

- Délivrance de justificatifs professionnels afin de permettre les déplacements des agents
- Réquisition d'agents si nécessaire
- Recours au télétravail sur certains postes et placement en autorisation spéciale d'absence lorsque le télétravail n'est pas possible (avec maintien de traitement et aucune retenue de journée de carence...)

Continuité du service public

- Maintien des services prioritaires : eau potable, assainissement, collecte des déchets, énergies, pompes funèbres, état civil, services d'incendie et de secours

- Service minimum dans certains services publics : écoles, collèges, lycées, action sociale, protection maternelle et infantile, crèches et assistants maternels, transports en commun
- Maintien du versement des aides sociales

La note précise la collectivité territoriale concernée (Région, département, commune).

Adaptation des services recevant du public

- Consignes sanitaires notamment de maintien de la distanciation physique
- Accueil sur rendez-vous
- Restriction des plages horaires d'ouverture
- Renforcement de l'accueil téléphonique
- Mise en place d'un suivi à distance

Ces mesures permettent d'assurer la continuité des services publics indispensables dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

QUESTION 1 : Définissez la qualité de vie au travail (QVT) et précisez les éléments qui la constituent. (**Documents 1.1 et 1.2**)

Réponse :

Définition : la qualité de vie au travail désigne et regroupe sous un même intitulé les actions qui permettent de concilier à la fois l'amélioration des conditions de travail pour les salariés et la performance globale des entreprises.

Éléments constitutifs : le contenu du travail, la santé au travail, l'employabilité et le développement professionnel, l'égalité des chances, le partage et la création de valeur, le climat social et les relations de travail.

QUESTION 2 : Montrez que le télétravail contribue à la mise en place de la QVT dans la fonction publique. (**Documents 2.1 et 2.2**)

Réponse :

- Le télétravail semble être un outil efficace favorisant l'autonomie, le gain de temps, le confort, l'équilibre vie professionnelle- vie personnelle, l'économie, l'engagement, la concentration, le repos, la santé.
- Il s'inscrit dans les nouvelles formes de travail qui seront de plus en plus courantes à l'avenir. Une organisation innovante, un management adapté doivent être mis en place pour maintenir le lien et le plaisir de travailler ensemble (logique de management par objectifs).
- Tous les métiers ne peuvent être concernés par cette organisation, aujourd'hui, c'est pourquoi l'ensemble de l'organisation du travail doit être repensée.
- Le télétravail n'est pas une fin en soi mais est une des composantes clés de la qualité de vie au travail. Maintenir le lien avec les télétravailleurs, l'esprit collectif et le plaisir de se retrouver est un défi majeur à relever.

QUESTION 3 : Identifiez les risques liés au télétravail et proposez pour chacun d'eux des moyens de prévention. (**Document 3**)

Réponse :

Facteurs de risques	Au moins un moyen de prévention attendu par risque
Superposition des temps professionnels et personnels	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner la ligne managériale : posture et rôle du management et vérifier la charge du manager • Partager les « règles de fonctionnement » à distance avec l'équipe : comment et quand je peux appeler mes collègues, est-ce que je note des plages d'indisponibilité sur mon calendrier partagé, etc. • Rappeler l'importance pour chacun de se déconnecter au-delà des horaires de travail, insistez sur l'exemplarité • Organiser des réunions courtes régulières en visioconférence pour faire le point sur l'activité
Isolement social	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des réunions courtes régulières en visioconférence pour faire le point sur l'activité • Adopter une vigilance particulière pour les nouveaux entrants, les apprentis, les personnes en difficulté • Veiller à ce que les managers puissent maintenir un contact très régulier avec tous les agents en télétravail sous leur responsabilité
Charge renforcée ou sous-charge de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à la cohérence de la charge de travail. Définir avec les agents ce qui peut être fait en télétravail et ce qui peut être fait sur site. Tenir compte du fait que le travail sur site permet de privilégier les temps collectifs
Hyper connexion, addictions et troubles du comportement	<ul style="list-style-type: none"> • Articuler les différents outils pour des usages distincts mais complémentaires (mails, messagerie instantanée, visioconférence, ...) • Rappeler l'importance pour chacun de se déconnecter au-delà des horaires de travail, insistez sur l'exemplarité • Alerter le médecin du travail et inciter les agents à demander un rendez-vous avec ce dernier

Environnement de travail inadapté, difficultés d'apprentissage et/ou d'usage des outils numériques	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier que l'environnement de travail des agents est suffisamment adapté pour du télétravail régulier • Étudier les alternatives possibles au domicile : tiers-lieux • Mettre à disposition des outils de communication et collaboratifs : visioconférence, gestion de documents en ligne, accès aux applications métiers à distance • Développer la maîtrise des outils numériques par des formations ou du tutorat
Exposition aux violences domestiques	<ul style="list-style-type: none"> • Alerter le médecin du travail et inciter les agents à demander un rendez-vous avec ce dernier

QUESTION 4 : Repérez le cadre juridique du droit à la déconnexion puis comparez les modalités de mise en œuvre du droit à la déconnexion dans le secteur privé et dans le secteur public. (**Document 4**)

Réponse :

Cadre juridique : Un cadre légal avec la loi El Khomri du 21 juillet 2016, différents arrêts de Cour de cassation (2014 et 2018), le Code du travail, où le droit à la déconnexion, initialement prévu à l'article L.2242-8, est désormais consacré à l'article L. 2242-17. Cependant, il n'existe pas de définition précise du droit à la déconnexion.

Modalités de mise en œuvre dans les organisations :

Secteur privé :

- Entreprises de + de 50 salariés : lors de NAO (négociation annuelle obligatoire) sur la qualité de vie au travail en vue d'un accord. En son absence, une charte doit être élaborée après avis du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel. Pas d'obligation d'accord.
- Entreprises de - de 50 salariés : charte mais sans obligation de négociation.

Secteur public :

N'est pas directement concerné par la loi El Khomri. Cependant, certaines collectivités ont mis en place un système de droit à la déconnexion.

La SARL OPHELIA, dont le siège social est situé à Cambrai, a été créée en 1993 par Monsieur Laurent. Son activité consiste à acheter principalement des CD et des DVD pour les revendre à des professionnels (Espace culturel Leclerc, Saturn, FNAC, etc...). L'activité est donc exclusivement commerciale.

La société s'est progressivement spécialisée dans des marchés de niches tels que la techno minimaliste, la drum'n bass, ou encore le break beat, qui sont des courants de musiques électroniques pour lesquels l'entreprise bénéficie auprès de ses clients d'une très bonne image

L'effectif de l'entreprise s'élève à 9 salariés et il est en constante diminution depuis 5 ans en raison de la dégradation de la conjoncture économique, et notamment du piratage qui ne cesse de s'intensifier sur Internet.

D'autre part, les *consommateurs ont tendance à opter davantage pour le téléchargement de musique plutôt que l'achat de CD*. Les consommateurs se détournent des achats de supports physiques alors même que ces produits constituent le cœur des ventes de la société. Ce constat est somme toute logique dans la mesure où la culture est un domaine qui se prête particulièrement au e-commerce, et notamment à la dématérialisation.

Ces éléments de l'environnement doivent être pris en compte par la société car ils peuvent constituer un frein (chute des ventes de disques physiques) au développement de la SARL si les orientations commerciales actuelles sont maintenues. C'est pourquoi l'entreprise souhaite se diversifier en créant notamment une librairie musicale en ligne. Cela lui permettrait de pallier la chute des ventes de supports musicaux physiques. D'autre part, les vinyles connaissent une seconde vie puisque ce support historique de la musique connaît une renaissance spectaculaire avec des ventes nationales multipliées par 3 sur les 2 dernières années. Ainsi, l'entreprise souhaite également se diversifier en proposant des vinyles à la vente. Enfin, elle souhaite proposer également des jeux vidéo pour PC.

La comptabilité de l'entreprise est tenue dans un journal unique par Madame Colle. Elle traite les opérations courantes et les travaux d'inventaire.

L'entreprise est soumise à la TVA au taux de 20 % et son exercice comptable est clos le 31 décembre de chaque année.

Toutes les écritures comptables doivent obligatoirement comporter une date, des intitulés de comptes exacts et un libellé.

Vos réponses devront faire l'objet d'une justification.

Question 1 : Évolution de l'organisation comptable

Le société souhait se diversifier en commercialisant des jeux vidéo pour PC et pour consoles ainsi que des disques vinyles.

La mise en place de cette nouvelle activité oblige donc Madame Colle, la comptable, à procéder :

- à l'adaptation du plan des comptes de l'entreprise,
- à l'analyse de son processus d'achat.

Vous disposez des **annexes 1 et 2** pour traiter ce dossier.

La comptable, Mme Colle mène une réflexion sur l'adaptation du plan des comptes de l'entreprise

(annexe 1) à sa nouvelle activité commerciale.

Travail à faire

1. **Proposer un numéro et un intitulé de compte de charges et de compte de produits pour permettre l'enregistrement comptable de l'achat et de la vente :**

- **Des jeux vidéo**
- **Des disques vinyles**

Le plan des comptes de la société Laurent devra être adapté car il ne contient pas les comptes dédiés à l'achat et à la vente des jeux vidéo et des disques vinyles. L'activité de vente de disques vinyles et de jeu vidéo est commerciale. Il en découle la nécessité d'utiliser un compte 607 pour constater les achats et un compte 707 pour constater les ventes.

Nous pouvons proposer les numéros de compte suivant pour les jeux vidéo :

607030 : Achat de jeux vidéo

707300 : Vente de jeux vidéo

Nous pouvons proposer les numéros de compte suivant pour les disques vinyles :

607040 : Achat de disques vinyles

707400 : Vente de disques vinyles

Accepter toutes propositions de numéros de compte si elle est cohérente.

2. **Le plan des comptes actuel de l'entreprise Ophélia est-il adapté pour suivre correctement les encaissements et les décaissements de manière précise ?**

Le plan des comptes actuels n'est pas adapté dans la mesure où il ne contient que le compte collectif fournisseur 401 et le compte collectif client 411. Pour pouvoir suivre précisément les encaissements et les décaissements par clients et par fournisseurs, il conviendrait de créer des subdivisions dans les comptes 401 et 411 (exemple : compte 401100 pour le fournisseur Dupont). Cela permettrait à l'entreprise d'effectuer un lettrage précis des comptes clients et des comptes fournisseurs.

Question 2 : Le processus d'achat de l'entreprise

Les achats de l'entreprise OPHELIA sont assurés par Mme Longuet, responsable des stocks. Elle prépare les bons de commande puis transmet les informations à Mme Colle qui contrôle et autorise l'achat. Le bon de commande est envoyé au fournisseur après l'accord de Madame Colle.

Travail à faire

1. Enregistrer dans le journal de l'entreprise OPHELIA la ou les pièces de l'annexe 2 qui doivent faire l'objet d'un enregistrement comptable.

Seule la pièce numéro 2 doit faire l'objet d'un enregistrement. Un bon de commande ne s'enregistre par en comptabilité.

Numér o compte	Numér o compte	INTITULE 15/12/2019	DEBIT	CREDIT
607010		Achat de marchandises (CD)	1 593	
44566		TVA déductible sur ABS	318.6	
	401	Fournisseurs		1 911.6
		<i>Achat CD facture numéro 3</i>		

2. Préciser l'incidence de l'enregistrement de la ou les pièces de l'annexe 2 sur les comptes annuels de l'entreprise OPHELIA

Numéro compte	Description de l'impact	Montant de l'impact
607010	Ce compte impacte à la hausse les charges dans le compte de résultat	+ 1 593 euros
44566	Ce compte impacte à la hausse l'actif du bilan	+ 318.6 euros
401	Ce compte impacte à la hausse le passif du bilan	+ 1 911.6 euros

3. Précisez l'incidence de l'enregistrement du paiement réalisé le 2 janvier 2020 sur les comptes annuels de l'entreprise OPHELIA

Numéro de compte	Description de l'impact	Montant de l'impact
401	Ce compte impacte le passif du bilan à la baisse	-1911.6
512	Ce compte impacte l'actif du bilan à la baisse	-1911.6

Question 3 : Étude du financement d'un investissement

Le chariot élévateur permettant d'effectuer la manutention des stocks doit être remplacé. L'entreprise OPHELIA doit donc acquérir un nouveau chariot. Elle prévoit de financer son acquisition par emprunt bancaire.

Vous disposez des **annexes 3 et 4** pour traiter ce dossier

L'entreprise Ophélie décide de financer la future acquisition du chariot par emprunt et a demandé une proposition de financement à sa banque.

Travail à faire

1. Enregistrer dans le journal de l'entreprise Ophélie la mise à disposition des fonds si l'opération est réalisée le 1^{er} février 2018.

Numér o compte	Numér o compte	INTITULE 01/02/2018	DEBIT	CREDIT
	164	Emprunt		100 000
512		Banque	100 000	
		Débloqué des fonds emprunt		

2. Précisez l'impact sur les comptes annuels de l'écriture permettant d'enregistrer la mise à disposition des fonds

Numéro de compte	Description de l'impact	Montant impact
164	Hausse du passif du bilan	+100 000
512	Hausse de la trésorerie et donc de l'actif du bilan	+100 000

Question 4 : Acquisition et amortissement du matériel de transport

L'entreprise Ophélia a reçu un devis de l'entreprise Manitou pour l'acquisition du chariot élévateur (**annexe 4**). Elle prévoit d'amortir le chariot élévateur sur une durée de 5 ans.

Travail à faire

1. Sur la base du devis présenté en annexe 4, calculer quel serait le coût d'acquisition du chariot

Le coût d'acquisition correspond au prix d'achat HT du chariot. Il est donc de 100 000 euros.

2. Enregistrer dans le journal de l'entreprise OPHELIA l'acquisition du chariot élévateur si celle-ci se réalisait le 15 février 2018.

Numér o compte	Numér o compte	INTITULE 15/02/2018	DEBIT	CREDIT
2182		Matériel de transport	100 000	
44562		TVA déductible sur immobilisation	20 000	
	404	Fournisseur immobilisation <i>Acquisition chariot élévateur</i>		120 000

3. Présentez l'impact sur le bilan de l'écriture d'acquisition du chariot élévateur.

Numéro compte	Description de l'impact	Montant de l'impact
2182	Ce compte impacte à la hausse l'actif du bilan	+ 100 000 euros
44562	Ce compte impacte à la hausse l'actif du bilan	+ 20 000 euros
404	Ce compte impacte à la hausse le passif du bilan	+ 120 000 euros

4. Construire le plan d'amortissement prévisionnel du chariot élévateur en considérant que la date de mise en service est le 15/02/2018 et que la durée d'amortissement est de 5 ans.

ANNEE	Valeur brute	Dotation annuelle	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable
2018	100000	17555,56	17555.6	82 444
2019	100000	20000,00	37555.6	62 444
2020	100000	20000,00	57555.6	42 444
2021	100000	20000,00	77555.6	22 444
2022	100000	20000,00	97555.6	2 444
2023	100000	2444,44	10000,00	0

Calcul de la première dotation :

Etape 1 : dotation pour une année pleine= $100000/5=20\ 000$

Etape 2 : amortissement du 15/02/2018 au 31/12/20218= $20000*(316/360) =17555.6$

5. Présenter l'écriture qui sera enregistrée dans le journal de l'entreprise Ophélia au 31 décembre 2019 concernant la dotation aux amortissements du chariot si l'acquisition est réalisée.

Numéro o compte	Numéro o compte	INTITULE 31/12/2019	DEBIT	CREDIT
681		Dotations aux amortissements	20 000	
	28182	Amortissements matériels de transport		20 000
		DAP au 31/12/2019		

6. Présentez l'impact sur les comptes annuels de l'écriture de dotation enregistrée au 31/12/2019 dans les comptes de la société OPHELIA.

Numéro de compte	Description de l'impact	Montant impact
681	Hausse des charges dans le compte de résultat	+ 20 000
28182	Baisse de l'actif net dans le bilan car hausse des amortissements cumulés (deuxième colonne de l'actif du bilan)	+20 000

Question 5 : Analyse de la rentabilité

Avant de se lancer dans la création d'une librairie musicale en ligne pour se diversifier, le dirigeant souhaite analyser la rentabilité et la profitabilité de son principal concurrent la SA Bontemps qui dispose d'une librairie musicale. La mise en service de la librairie musicale dans la société Bontemps est effective depuis le mois de janvier de l'année N et l'activité et la profitabilité de la SA Bontemps est stable entre N-1 et N sur son métier historique à savoir la vente de CD.

Vous disposez de l'annexe 5 pour traiter ce dossier

Profitabilité

1. Calculez la marge commerciale, la valeur ajoutée, l'EBE, le résultat de l'exploitation, et le RCAI de l'entreprise Bontemps à partir du compte de résultat présenté dans l'annexe 5 et pour l'année N

SIG	N	Rappel N-1
MARGE COMMERCIALE	1 598 675	362 643
VA	1 444 675	124 643
EBE	782 419	-413 440
RES	756 748	-438 199
RCAI	734 757	-460 143
RESULTAT NET	1 141 924	-463 029

2. Commentez les SIG obtenus à la question précédente et concluez sur l'opportunité de l'investissement dans la librairie musicale.

L'analyse des SIG montre que l'investissement du concurrent dans la librairie musicale en ligne a permis une hausse importante de la marge commerciale, de la valeur ajoutée et de l'EBE.

En effet, on constate que la librairie musicale a permis une hausse très importante du chiffre d'affaires.

Le sujet précise que l'activité et la profitabilité de la SA Bontemps est stable entre N-1 et N sur son métier historique à savoir la vente de CD. Ainsi, il est possible d'affirmer que la hausse de l'activité est imputable à la diversification dans la librairie musicale.

ANNEXE 1 : Extrait du plan des comptes de la société OPHELIA

101000	Capital
106100	Réserve légale
106800	Réserve facultative
110000	Report à nouveau (solde créditeur)
120000	Résultat de l'exercice (bénéfice)
164000	Emprunt auprès des établissements de crédit
211000	Terrains
213120	Local Commercial
218200	Matériel de transport
281312	Amortissements du local commercial
281820	Amortissements du matériel de transport
291100	Dépréciation des terrains
401000	Fournisseurs
404000	Fournisseurs d'immobilisations
411000	Clients
445620	Etat, TVA déductible sur immobilisations
445662	Etat, TVA déductible sur autres biens et services à 20 %
445710	Etat, TVA collectée à 20%
486000	Charges constatées d'avance
487000	Produits constatés d'avance
512100	Banque de l'Ouest
607010	Achats de CD
607020	Achats de DVD
615000	Entretien et réparations
616000	Primes d'assurance
624100	Transports sur achats
675200	Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés (immobilisations corporelles)
681120	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles
707100	Ventes de CD
707200	Ventes de DVD
708500	Ports et frais accessoires facturés
775200	Produits des cessions d'éléments d'actif (immobilisations corporelles)

ANNEXE 2 : Documents du processus d'achat

SARL OPHELIA ZA Les Nords 59 400 CAMBRAI Bon de commande n° 12 Date : 01/12/2019		Pièce n°1	SA DUPONTEL 12 RUE DU GAREAU 79 00 Niort	
Désignation	Quantité	PUHT	Montant	
CD Musique pop	100	10	1000	
CD musique classique	50	15	750.00	
CD Musique rock	2	10	20.00	
		Total HT	1 770.00	

SA DUPONTEL 12 RUE DU GAREAU 79 000 Niort Facture n° 3 – Date : 15/12/2019		Pièce n°2	DOIT	SARL OPHELIA ZA Les Nords 59 400 CAMBRAI	
Référence	Désignation	Quantité	PUHT	Montant	
CD 500	CD Musique Pop	100	10	1000	
CD 1 000	CD Musique classique	50	15	750	
CD 2 000	CD musique Rock	2	10	20	
Votre commande n° 12 Conditions de règlement : paiement le 2 janvier 2020			Total HT	1770	
			Remise 10 %	177.00	
			Net commercial	1 593.00	
			TVA 20 %	318.6	
			Net TTC à payer	1 911.6	

ANNEXE 3 : Proposition de financement de la Banque de l'Ouest

Crédit mutuel Cité de la pluie 59 400 Cambrai Le 03 janvier 2018			Offre de crédit valable 1 mois réservée à : SARL OPHELIA ZA Les Nords 59 400 CAMBRAI		
Capital emprunté : 100 000 débloqué le 1 ^{er} février 2018 Nombre d'annuités : 5 Taux d'intérêt : 2,5 % 1 ^{ère} échéance : 1 ^{er} février 2019					
Date	Capital restant dû en début de période	Intérêts	Amortissement du capital	Annuités	Capital restant dû en fin de période
01/02/2019	100 000	2500	20000	22500	80000
01/02/2020	80 000	2000	20000	22000	60000
01/02/2021	60 000	1500	20000	21500	40000
01/02/2022	40 000	1000	20000	21000	20000
01/02/2023	20 000	500	20000	20500	
Totaux		7500	100000	107500	

ANNEXE 4 : Devis du Chariot élévateur

SA MANITOU Espace des girouettes 49 000 ANCENIS Le 05 janvier 2018		DEVIS	Devis valable 1 mois à l'attention de : SARL OPHELIA ZA Les Nords 59400 CAMBRAI	
Désignation	Quantité	PUHT	Montant	
CHARIOT ELEVATEUR 228	1	98000	98 000.00	
Frais de livraison			2000 .00	
<i>Pensez à nous confirmer votre accord paiement à la livraison</i>		Total HT	100 000.00	
		TVA 20 %	20 000.00	
		Net TTC	120 000.00	

ANNEXE 5 – Compte de résultat société Bontemps

Charges (hors taxes)	Exercice N	Exercice (N-1)	Produits (hors taxes)	Exercice N	Exercice (N-1)
Charges d'exploitation :			Produits d'exploitation :		
Achats de marchandises (a)	8 000 000	3 896 542	Ventes de marchandises	9 601 487	4 264 000
Variation des stocks [marchandises] (b)	2 812	4 815	Production vendue [bien et services] (c)	0	0
Achats d'approvisionnements (a)	0	0	Production stockée (d)	0	0
Variation des stocks [approvisionnements] (b)	0	0	Production immobilisée	0	0
*Autres charges externes	154 000	238 000	Subventions d'exploitation	12 000	5 000
Impôts, taxes et versements assimilés	54 256	44 258	Autres produits (2)	0	0
Rémunération du personnel	445 000	347 589			
Charges sociales	175 000	151 236			
Dotations aux amortissements	25 456	24 325			
Dotations aux provisions	0	0			
Autres charges	215	434			
Charges financières	22 145	23 144	Produits financiers (2)	154	1 200
Total I	8 878 884	4 730 343	Total I	9 613 641	4 270 200
Charges exceptionnelles (II)	2 589	2 589	dont à l'exportation	0	0
Impôts sur les bénéfices (III)	2 831	2 865	Produits exceptionnels (2) (II)	412 587	2 568
Total des charges (I+II+III)	8 884 304	4 735 797	Total des produits (I+II)	10 026 228	4 272 768
Solde créditeur : bénéfice (1)	1 141 924	-463 029	Solde débiteur : perte (3)	0	0
TOTAL GENERAL	10 026 228	4 272 768	TOTAL GENERAL	10 026 228	4 272 768

SIG pour l'année N-1

SIG	N-1
MARGE COMMERCIALE	362 643
VA	124 643
EBE	-413 440
RESULTAT EXPLOITATION	-438 199
RCAI	-460 143
RESULTAT NET	-463 029

Programme du concours

Les questions doivent porter sur le programme ci-dessous établi en référence à celui de l'enseignement d'économie en classe terminale de la série sciences et technologies de gestion défini par l'arrêté du 14 décembre 2004 publié au Journal officiel du 24 décembre 2004 et figurant au Bulletin officiel hors-série n° 2 du 24 février 2005 du ministère chargé de l'éducation nationale.

Thème 6 du programme du concours**Le chômage**

Mesure, forme et caractéristiques du chômage et causes

Les politiques de l'emploi : le traitement social du chômage, la durée du travail et les assouplissements, les emplois aidés.

Point du programme d'économie STG abordé dans le sujet :

Thème	Sens et portée de l'étude du thème	Notions
3.2. La régulation de l'activité économique	Le déséquilibre macro-économique le plus important et le plus persistant concerne le marché du travail sous la forme de chômage. Les causes du chômage dépassent cependant le cadre de ce marché et concerne l'ensemble de l'économie. L'ampleur du phénomène réclame un traitement économique et social du chômage de la part de l'Etat	Le chômage et la politique de l'emploi

Question 1**Comment mesure-t-on le chômage en France ?**

En France deux institutions mesurent le chômage : l'INSEE et le Pôle emploi.

L'INSEE réalise une enquête trimestrielle auprès de 108000 personnes de 15 ans ou plus, réparties dans 57 000 ménages.

Pour mesurer le chômage, l'INSEE applique les critères du BIT (bureau international du travail). Ces critères sont communs à tous les pays et permettent ainsi d'effectuer des comparaisons entre pays.

Est considéré comme « chômeur », une personne qui :

- N'a pas travaillé du tout durant la semaine de référence.
- Est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours.
- A cherché activement un emploi dans le mois précédent.

Pôle emploi publie son nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois. Pôle emploi distingue différentes catégories de demandeurs d'emploi :

- Les personnes sans emploi durant le mois de référence et qui recherchent un emploi (il ne prend pas en compte le critère de disponibilité sous les 15 jours)
- Les temps partiels en recherche d'emploi

Question 2

Commentez l'évolution du taux de chômage en France métropolitaine depuis les cinq dernières années.

En 2015, selon l'enquête emploi de l'INSEE (annexe 1), le taux de chômage au sens du BIT était légèrement supérieur à 10 % soit 1 actif sur 10 était en recherche d'emploi. Entre 2015 et le deuxième trimestre 2020, le taux de chômage a poursuivi une pente négative pour arriver à un taux de 7 % de chômeurs au sens du BIT au deuxième trimestre 2020 : période qui correspond au confinement. Au troisième trimestre 2020, le nombre de chômeurs augmente de nouveau avec un taux qui bondit de 2 points, à 9 % de la population active.

Question 3

Pourquoi peut-on dire que la baisse du chômage constatée début 2020 était un « trompe l'œil » ?

Nous pouvons donc considérer que la baisse du chômage constatée début 2020 était un trompe l'œil car du fait du confinement, un grand nombre de personnes sans emploi, même souhaitant travailler n'ont pas pu effectuer de démarche de recherche active d'emploi et donc ne vérifiaient pas les critères du BIT pour être comptabilisées comme chômeurs.

Le 3^{ème} trimestre marque un retour à la normale concernant les comportements de recherche et enregistre de ce fait une forte augmentation du chômage.

Question 4

Présentez les mesures générales de traitement social du chômage en France et expliquez-en quoi les politiques de l'emploi mises en place durant le confinement de 2020 peuvent être qualifiées de politiques « passives »

Le traitement social du chômage représente l'ensemble des politiques d'indemnisation du chômage. C'est une politique de l'emploi qualifiée de passive par opposition aux politiques actives visant à favoriser l'insertion des chômeurs sur le marché du travail.

Durant le confinement, les mesures mises en place n'ont porté que sur l'indemnisation, c'est pourquoi il s'agit d'une politique qualifiée de « passive »

Pour certains économistes, le poids du traitement social est excessif au regard des sommes consacrées à insérer ou réinsérer les chômeurs: c'est sans doute vrai, mais il ne faut pas oublier non plus qu'un poste de travail coûte plus cher que l'indemnisation versée aux chômeurs et que, en outre, il peut y avoir des effets d'aubaine pour les employeurs qui, grâce au traitement économique du chômage (subventions à l'embauche, réductions de charges sociales, etc.), embauchent moins cher des personnes qu'ils auraient de toute façon embauchées. Enfin, la distinction entre dépenses actives et dépenses passives (ou traitement social du chômage) n'est pas toujours évidente : ainsi, les emplois aidés relèvent à la fois des unes (puisque'il s'agit d'emplois) et des autres (puisque'il s'agit au fond de procurer des revenus à des personnes en grande difficulté).

Question 5

Expliquez comment la segmentation du marché du travail en France contribue à lutter contre le chômage.

Le problème majeur sur le marché du travail est le chômage qui est causé par un déséquilibre entre l'offre et la demande de travail.

L'une des causes du chômage est l'insuffisante flexibilité du marché du travail avec des contraintes qui pèsent sur la fixation des salaires et alourdissent le coût du travail (SMIC, charges sociales etc....) ainsi que la législation protectrice de l'emploi, c'est ce qui cause une augmentation du chômage dit structurel.

Pour lutter contre le chômage, l'Etat français a mis en place depuis la récession de 1993 deux catégories de politiques de l'emploi :

- les politiques actives de l'emploi visent à améliorer le fonctionnement du marché du travail, à favoriser la création d'emploi ou à enrichir la croissance en emploi (annexe 5)
- les politiques passives consistent en un traitement social du chômage. Elles visent à offrir des garanties de revenu aux travailleurs et à ceux qui sont à la recherche d'un emploi. (annexe 3)

Parmi les politiques actives mises en place, des mesures ont cherché à accroître la flexibilité du marché du travail en favorisant le retour des chômeurs sur le marché du travail avec des emplois atypiques (annexe 4), ce qui a entraîné une segmentation du marché du travail (annexe 5) mais une baisse du chômage (annexe 1).

Question 1 : Quelles métropoles et zones urbaines françaises connaissent les plus fortes croissances ? Quels sont les territoires les moins attractifs ?

• **Territoires attractifs en en plus forte croissance**

France de la croissance urbaine : Ouest et Sud du pays + zones frontalières et zones périurbaines. Croissance des aires urbaines et les aires d'attraction des villes : « Selon l'Insee, en 2020, plus de neuf Français sur dix vivent dans l'une des 699 aires d'attraction d'une ville » (**doc.1**).

Élément de valorisation : le candidat pourra rappeler la définition de l'aire urbaine : espace constitué par un pôle urbain (constituant un bassin de plus de 10 000 emplois), et par une couronne périurbaine (dont au moins 40 % de la population ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci).

• **Inégale attractivité des métropoles :**

Importance des grandes villes (« Avec 13 millions d'habitants, l'aire d'attraction de Paris concentre, à elle seule, près d'un habitant sur cinq », **doc.1**), des métropoles du Sud de la France (Bordeaux, Toulouse, Montpellier), et des villes frontalières (Annemasse, « aux portes de Genève », **doc.1**).

doc.3 : « Globalement, l'Ouest a le vent en poupe ».

Les métropoles en plus forte croissance sont situées sur les littoraux atlantiques et méditerranéens, et la vallée du Rhône.

Les aires d'attraction des villes voient aussi leur population augmenter : phénomène d'étalement urbain (**doc.2**) : la Roche-sur-Yon, « A mi-chemin entre Nantes et La Rochelle » bénéficie de la proximité de grandes villes à proximité.

A une échelle plus fine, ce sont les périphéries urbaines qui attirent le plus : « de nombreux ménages s'installent en périphérie des grandes villes », « Paris intra-muros n'échappe pas à la règle : la capitale se vide ainsi au profit de sa banlieue » (**doc.1**).

Élément de valorisation : les candidats qui utiliseront des notions précises et qui les définiront. Exemple :

Etalement urbain : augmentation de la superficie des villes, en lien avec le développement des surfaces urbanisées en périphérie des villes.

Métropole : ensemble urbain de grande importance qui exerce des fonctions de commandement, d'organisation et d'impulsion sur une région plus ou moins vaste (définition adaptée du site Géoconfluences).

On valorisera les candidats qui développeront une analyse multiscalaire.

• **Territoires moins attractifs :**

Croissance plus modérée dans les aires intermédiaires (entre 50 000 et 700 000 habitants).

Les aires urbaines de moins de 50 000 habitants sont moins dynamiques, la population tend à baisser.

Doc.1 : « Dans les aires intermédiaires (entre 50 000 et 700 000 habitants), la croissance est plus modérée. Pour les poches de moins de 50 000 habitants, et celles hors de toute attraction des villes, elle a même légèrement baissé ces cinq dernières années ».

Les villes du Nord, de l'Est et du Centre peuvent perdre des habitants (**doc.1**).

Difficultés multiples des villes moyennes (**doc.4**) : « Délaissées au profit des métropoles, les villes moyennes comptent leurs plaies » : difficultés économiques, forts taux de vacance commerciale et départ des habitants.

On valorisera les candidats qui définiront la notion de ville moyenne : selon l'Insee, une ville moyenne est « un pôle de moyenne ou grande aire urbaine, comprenant plus de 5 000 emplois, dont la population est inférieure à 150 000 habitants et qui n'est pas préfecture d'une ancienne région ») :

Question 2 : Comment peut-on expliquer ces dynamiques spatiales ?

- **Les zones urbaines attirent car elles sont des bassins d'emplois et concentrent les fonctions métropolitaines.**

On valorisera les candidats qui évoqueront et définiront certaines fonctions qui font l'attractivité des métropoles (fonctions de commandement et de pouvoir, activités du tertiaire supérieur, NTIC, sièges sociaux d'entreprises, etc.)

- **Attractivité de l'Ouest, du Sud et des métropoles frontalières :**

Forte natalité + solde migratoire positif.

Importance du cadre de vie littoral, méridional, « héliotropisme ».

Doc.3 : « Le millésime 2017 distingue Rennes pour la qualité de vie, Nantes pour le travail et Toulouse pour l'entrepreneuriat ». « Globalement, l'Ouest a le vent en poupe », « proximité avec l'océan ».

Doc.2 : « A proximité du littoral atlantique ».

- **Attractivité des périphéries urbaines et des aires d'attraction des grandes villes :**

Solde migratoire positif : volonté de trouver des logements plus grands à l'arrivée d'enfants, coût du logement en centre-ville, recherche d'une meilleure qualité de vie : le **doc.3** évoque les « familles fuyant la capitale ou les grandes métropoles ».

Doc 2 : le court texte, ainsi que les images de la publicité vantent un cadre de vie « paisible et verdoyant », « L'atmosphère des lieux évoque la vie de village, chaleureuse et familiale. Avec ses maisons aux jardins privatifs engazonnés, ses nombreux espaces verts communs arborés ». Sur les images, l'aspect familial et boisé du site est mis en valeur.

Eléments de valorisation : les candidats qui décrivent les parties iconographiques du document 2.

- **Le déclin des métropoles de l'Est et du Nord-Est :**

Il s'explique par la désindustrialisation, ces métropoles ont plus « souffert de la crise industrielle » (**doc.3**).

- **Les villes moyennes peuvent pâtir de leur enclavement :**

« Les grandes villes n'ont cessé de se rapprocher entre elles, constate, amer, M. Coffin. Nous, nous nous sommes éloignés ! » (**doc.4**).

Les personnes âgées y sont plus nombreuses, déficit naturel dans les aires urbaines de moins de 50 000 hab.

Éléments de valorisation générale de la question : on valorisera les candidats prenant soin d'argumenter en citant/décrivant bien les documents et en explicitant les éléments de causalité.

Question 3 : Expliquez les conséquences socio-spatiales de ces évolutions.

- **Ségrégation socio-spatiale** (processus, volontaire ou non, de séparation dans l'espace des populations selon des critères sociaux) :

Doc.5 : « Une ville-capitale de plus en plus riche et à quelques kilomètres certaines villes qui continuent de s'appauvrir ».

Opposition entre les territoires urbains (**doc.5**) : « Paris et l'Ouest s'« embourgeoisent » / « la Seine-Saint-Denis, le territoire le plus pauvre. »

- **Gentrification des métropoles attractives :**

Le candidat pourra rappeler la définition de la notion de gentrification : « les transformations de quartiers populaires dues à l'arrivée de catégories sociales plus favorisées, qui réhabilitent certains logements et importent des modes de vie et de consommation différents » (site Géoconfluences). Surreprésentation des cadres et des ménages aisés en Ile-de-France. Rôle de la hausse des loyers dans le processus de gentrification (doc 5).

On valorisera les candidats qui utilisent un vocabulaire approprié (ségrégation socio-spatiale, gentrification...) et le définiront.

- **Aggravation de l'enclavement des villes moyennes les moins bien desservies :**

Le **document 2** insiste sur la présence de « commodités du quotidien (transport, école, commerce de proximité...) », importance des réseaux de transport.

- **Diminution de l'attractivité des centres villes au profit des périphéries :**

Doc.2 : « Situé à quelques minutes du centre-ville de la Roche-sur-Yon et de ses commerces de proximité, ce nouveau quartier vous ravira au quotidien.

Doc.4 : « Les villes moyennes — où vit un quart de la population française — s'inquiètent pour leurs centres, qui se meurent. ». Installation d'équipement en périphérie en lien avec l'étalement urbain : supermarchés, zones commerciales, ...

Doc.5 : « À Paris comme ailleurs, c'est le renchérissement des prix du logement qui exclut progressivement les plus modestes des quartiers centraux. » : augmentation des prix des loyers dans le centre.

Éléments de valorisation : on valorisera les candidats qui précisent les profils socio-professionnels des habitants des périphéries attractives et des zones périurbaines, diversité des catégories sociales mais importance des classes moyennes et des classes moyennes supérieures.

Question 4 : Quel est le rôle des politiques publiques pour renforcer ou diminuer l'attraction des territoires ?

- **L'isolement des villes moyennes peut être une conséquence de l'« abandon » des pouvoirs publics :**

Les fermetures de dessertes ferroviaires non rentables, par exemple, peuvent avoir des conséquences importantes : « Comme à Montluçon (Allier), où le combat pour une desserte ferroviaire décente en conditionne beaucoup d'autres » (**doc.4**).

La fermeture des services publics renforce cet isolement : « La mobilisation des « gilets jaunes » reposait notamment sur un sentiment d'abandon, lié à la fermeture des tribunaux, au départ de certaines administrations » (**doc.1**).

Éléments de valorisation : on pourra valoriser les candidats qui citent des exemples précis, tirés des documents ou de leurs connaissances personnelles. Également, les candidats pourront rappeler le rôle de l'État dans l'attribution du statut de « métropole » (seules les agglomérations de plus de 400 000 habitants peuvent accéder au statut de métropole, ainsi que celles de plus de 250 000 habitants avec une zone d'emplois de 500 000 habitants), qui donne de nouveaux moyens pour la compétitivité et l'attractivité de la métropole.

- **Les politiques publiques nationales peuvent au contraire revitaliser les centres urbains des villes moyennes « qui se meurent » :**

(**doc.4**) : 2017 : plan gouvernemental de revitalisation, baptisé « Action cœur de ville » : concerne 222 communes, investissement de cinq milliards d'euros sur cinq ans.

- **Rôle des politiques locales :**

« gratuité du stationnement en centre-ville, création de galeries marchandes à ciel ouvert, projets de « territoires intelligents » par l'utilisation de la robotique ou de véhicules électriques autonomes » (**doc.4**), développement des boutiques éphémères.

- **Les enjeux contradictoires de certaines politiques :**

Une politique de rénovation urbaine peut cependant entraîner une hausse des loyers et renforcer le phénomène de gentrification.

Rôle des lois publiques et du « levier de la construction » (**doc.5**) : « dans un contexte de flambée des prix des logements, « seuls le parc social et la loi SRU », qui impose aux villes des objectifs de construction de logements sociaux, « restent les garants de l'accueil des ménages modestes dans le centre » (**doc.5**).

On valorisera les candidats qui expliqueront les fondements de la « Loi Solidarité et renouvellement urbain », qui date de 2000 et qui modifie le droit de l'urbanisme et du logement en France et impose à certaines communes de disposer d'un nombre minimum de logements sociaux.